

Procès-Verbal de la Séance du Conseil Municipal du 26 septembre 2022

L'an deux mille vingt-deux et le vingt-six septembre à vingt heures, les membres du Conseil Municipal de la commune de FLEURBAIX, légalement convoqués en séance ordinaire, se sont réunis au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de M. Aimé DELABRE, Maire.

Etaient présents : M. Aimé DELABRE, Mme Stéphanie THERON, M. Dominique BENIAC, M. François-Xavier COTTIGNY, Mme Nadine TERRIER, M. Philippe DONZE, M. Mathieu LELEU, Mme Sylvie BARBRY, Mme Véronique BAILLEUL, Mme Laurence DOUALE, M. Jean-Marc BURETTE, Mme Anne-Laure DELASSUS, Mme Pauline LOUSTOURET, M. Nathan LAMERANT, Mme Corine DELHAIZE

Étaient absents excusés : Mme Christelle DELANNOY (procuration à Mme Véronique BAILLEUL), M. Jean-Paul FRAGNON (procuration à Mme Stéphanie THERON), M. Serge VANECCLOO (procuration à Mme Nadine TERRIER), M. Joseph CATTEAU (procuration à M. Aimé DELABRE), M. Christian VERE (procuration à M. Dominique BENIAC), Mme Alexandra LEMAIRE (procuration à Mme Pauline LOUSTOURET), M. Sylvain ROGER (procuration à M. Mathieu LELEU)

Secrétaire de séance : M. Mathieu LELEU

Préambule :

M. le Maire informe le Conseil, qu'à compter du 1^{er} juillet 2022, selon les nouvelles dispositions de l'article L2121-15 du CGCT, le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le secrétaire, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le Maire et le secrétaire.

Pour rappel, le procès-verbal contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du Conseil Municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

De même, les nouvelles dispositions de l'article L2121-23 du CGCT précisent que les délibérations doivent être signées par le maire et le secrétaire de séance.

M. le Maire nomme le secrétaire de séance (article L 2121-15 du CGCT) qui procède à l'appel des membres (présents, excusés, absents). M. le Maire constate si la condition de quorum posée par l'article L 2121-17 du CGCT est remplie.

Après constat du quorum atteint, M. le Maire ouvre la séance.

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 30 juin 2022

M. le Maire demande à l'assemblée si tous les conseillers municipaux ont bien reçu le procès-verbal avec la convocation à la séance du conseil et en rappelle les principaux points.

Le Conseil ayant émis aucune observation, le procès-verbal de la séance du 30 juin 2022 est arrêté.

2. Décisions prises par M. le Maire par délégation en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT

Pour faciliter le fonctionnement de la Commune de Fleurbaix, le Conseil Municipal, par une délibération du 26 mai 2020, a donné délégation au Maire pour prendre toute décision relevant de l'article L 2122-22 du CGCT.

M. le Maire rend compte des décisions prises en vertu de cette délégation.

Décision n°031-2022 : Suppression des régies de recettes des garderies périscolaires, TAP, restauration scolaire et du Multi Accueil à compter du 1^{er} juillet 2022

Décision n°032-2022 : Conclusion d'un contrat relatif à l'assurance Dommages Ouvrage pour les travaux de rénovation de la salle des sports avec la compagnie d'assurances SMABTP.

La cotisation provisionnelle est fixée comme suit :

Garanties	Cotisation HT	Cotisation TTC
Dommages Ouvrage obligatoire	7 089,58 €	7 727,64 €
Bon fonctionnement des éléments d'équipement	141,34 €	154,06 €
Dommages immatériels consécutifs	708,96 €	772,77 €
Garanties des dommages aux existants	628,19 €	684,73 €
TOTAL		9 339,20 €

Décision n°033-2022 : Demande de remboursement des frais liés aux dommages de deux barrières de sécurité rue Henri Lebleu. Un titre d'un montant de 468.00€ sera émis à l'encontre du tiers.

ADMINISTRATION GENERALE

3. CDG62 : Médiation Préalable Obligatoire

M. Mathieu LELEU, Conseiller Délégué en charge de l'Administration Général présente au Conseil le dispositif de la Médiation Préalable Obligatoire.

La loi du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire a généralisé l'expérimentation de la procédure de Médiation Préalable Obligatoire (MPO). Le décret du 25 mars 2022 est venu en préciser les modalités d'application.

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

Par une délibération en date du 17 mai 2022, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Pas-de-Calais a décidé de mettre en place la Médiation Préalable Obligatoire (MPO) pour les collectivités territoriales et établissements publics du Pas-de-Calais.

La procédure demeure applicable aux recours formés à l'encontre de 7 décisions administratives. Les litiges concernent :

- des décisions relatives à la rémunération,
- des refus de détachement, placement en disponibilité ou congés non rémunérés pour les contractuels,
- les refus de réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité, d'un congé non rémunéré ou d'un congé parental,
- des décisions relatives au classement d'un agent suite à un avancement de grade ou un changement de cadre d'emplois,
- des refus de formation professionnelle,
- des décisions relatives aux mesures appropriées à l'égard des agents en situation de handicap,
- des aménagements des conditions de travail des fonctionnaires qui ne peuvent plus exercer leurs fonctions.

La commune de FLEURBAIX étant affiliée au CDG62, la mission MPO sera financée par le biais de la cotisation additionnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité :

- **Met en œuvre la Médiation Préalable Obligatoire ;**
- **Autorise M. le Maire à signer la convention d'adhésion au service de MPO proposé par le Centre de Gestion du Pas-de-Calais et tous les actes relatifs à sa mise en œuvre.**

4. CDG62 : dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes

M. Mathieu LELEU, Conseiller Délégué en charge de l'Administration Générale, informe le Conseil que l'article L135-6 du Code Général de la Fonction publique rend obligatoire pour chaque employeur public la mise en place d'un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique.

Le décret 2020-256 du 13 mars 2020 précise que ce dispositif comprend 3 procédures :

- une procédure de recueil et d'information sur les suites données,
- une procédure d'orientation vers les structures pouvant accompagner la victime potentielle (psychologue, associations, police...),
- une procédure de mise en place d'enquête administrative et de protection fonctionnelle (qui comprend notamment les modalités mises en œuvre pour mettre fin au plus vite à la situation).

Au regard des mises en cause possibles de la responsabilité des Maires et Présidents d'établissements publics à défaut de mise en place, et mesurant la complexité que celle-ci représente, le conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais a délibéré en vue de mettre ce dispositif à votre disposition.

Le choix a été fait de passer un marché avec des prestataires extérieurs, d'expérience, pour en garantir la neutralité et la fiabilité. Le dispositif proposé comprend 2 volets :

- l'accès à une plateforme de recueil de signalement pour les agents,
- la possibilité d'un traitement de la situation signalée par une équipe d'avocats et de psychologues pouvant aller jusqu'à la réalisation de l'enquête administrative en fonction des choix de la collectivité.

La commune de FLEURBAIX étant affiliée au CDG62, l'adhésion à ce dispositif sera financée par le biais de la cotisation additionnelle. En cas de signalement, la commune s'engage à acquitter les prestations d'orientation, de conseils juridiques et d'accompagnement psychologique auprès d'ALLODISCRIM selon les tarifs précisés dans la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Décide d'adhérer au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes à compter de la signature de la convention et jusqu'au 27 mars 2023 sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les délais prévus à celle-ci pour les lots 1 et 2 : traitement des signalements par le prestataire Allodiscrim ;**
- **Prend acte qu'afin de garantir la bonne exécution du marché, son suivi et sa continuité, la collectivité doit également signer un certificat d'adhésion ;**
- **Prend acte enfin qu'un avenant de prolongation pour une durée d'un an lui sera adressé en cas de renouvellement du marché par le CdG62 ;**
- **Autorise M. le Maire à signer la convention d'adhésion au dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes ; le certificat d'adhésion et tous les actes relatifs à ce dispositif.**

TRAVAUX

5. SIDEN-SIAN : promesse de concession de servitude

M. Dominique BENIAC, Adjoint aux Travaux, rappelle au Conseil que des travaux d'assainissement ont été réalisés sur des parcelles communales. Il est nécessaire de régulariser des servitudes afin de pérenniser l'exploitation par le SIDEN-SIAN de ces réseaux.

Ainsi, la commune doit établir une promesse de concession de servitude avec le SIDEN-SIAN pour la parcelle AO202 (parc municipal)

Elle concède au SIDEN-SIAN les servitudes suivantes :

1. Droit d'établir des canalisations, lesquelles devront être enfouies dans une bande de terrain d'une largeur maximum de 6 mètres, une hauteur minimum de 0,90 m étant respectée entre la génératrice supérieure de la canalisation et le niveau du sol après les travaux.
2. Droit d'établir à demeure, dans la même bande de terrain les ouvrages accessoires ci-après désignés : néant.
3. Droit de procéder, dans une bande de 6 mètres, à tous les travaux de débroussaillage, abattage d'arbres et dessouchage reconnus indispensables pour permettre la pose, la conservation et l'entretien des canalisations.
4. Droit de passage à pied ou avec tout véhicule des agents du SIDEN-SIAN, et de ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des canalisations, ainsi que le remplacement, même non à l'identique, des ouvrages à établir.

La concession de servitude est conclue à titre gratuit et oblige le propriétaire à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des canalisations et ouvrages, et à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les canalisations et ouvrages.

La commune conserve sur sa propriété tous les droits compatibles avec l'exercice des servitudes ainsi constituées.

Le SIDEN-SIEN acquittera tous les frais, droits et émoluments de l'acte qui constatera la réalisation de la servitude.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, autorise M. le Maire à signer la promesse de concession de servitude avec le SIDEN-SIAN et tout autre document relatif à ce sujet.

ENVIRONNEMENT

6. Adhésions au SIDEN-SIAN

Le comité du SIDEN-SIAN a adopté les délibérations suivantes :

- Adhésion de la commune de VENDEUIL (Aisne) avec transfert de la compétence Eau Potable (Production par captages ou pompages, protection des points de prélèvement, traitement, transport et stockage d'eau destinée à la consommation humaine – Distribution d'eau destinée à la consommation humaine)
- Adhésion de la commune d'HERMIES (Pas-de-Calais) avec transfert des compétences Eau Potable, Assainissement Collectif et Défense Extérieure Contre l'Incendie,
- Adhésion des communes d'ETERPIGNY (Pas-de-Calais), OPPY (Pas-de-Calais), GONDECOURT (Nord), NEUVILLE SUR ESCAUT (Nord) et MOEUVRES (Nord) avec transfert de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Assemblées délibérantes des Collectivités membres du SIDEN-SIAN doivent être consultées et disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur ces nouvelles adhésions.

Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité, accepte les adhésions au SIDEN-SIAN énoncées ci-dessous.

7. Questions diverses

➤ Extension de la porcherie

Nouveau site porcin (engraissement de porcelets) à Erquinghem-Lys par des agriculteurs déjà implantés rue de l'Estrée, à La Chapelle-d'Armentières.

Fin juin, la préfecture a accordé le permis de construire, la procédure de consultation vise cette fois-ci à accorder, ou pas, l'autorisation d'exploitation. A ce titre, M. le Maire rappelle qu'une consultation publique du 22 août au 23 septembre dans les 2 Mairies de la Chapelle et Erquinghem a été opérée. Fin juin, la préfecture a accordé le permis de construire, la procédure de consultation vise cette fois-ci à accorder, ou pas, l'autorisation d'exploitation.

Le Bureau municipal à l'unanimité donne un avis favorable. La commune de FLEURBAIX encourage les circuits courts et le 'consommer' local. Pour ce faire, il faut produire local. Le dossier technique du projet respecte les contraintes environnementales, notamment concernant l'épandage. Au vu de ces différents points, le Conseil Municipal soutient cette installation dans ce secteur rural.

➤ Mise en place du régime priorité à droite et 30km/h

Les travaux de dépose des panneaux existants sont en cours, et la nouvelle signalétique sera installée au plus tard mi octobre. Une information sera diffusée pour rappeler la modification du régime de circulation, ainsi que l'instauration du 30km/h sont de nombreuses voies communales dans l'agglomération.

➤ Travaux de rénovation de l'éclairage public

M. le Maire informe qu'il rencontrera le SIECF prochainement afin de programmer des travaux de rénovation de l'éclairage public 2023, et ce, afin de répondre à un objectif de maîtrise d'économie d'énergie.

Au préalable, des études devront être menées pour faire un état des lieux de nos installations, des consommations, et relevé d'une cartographie.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Maire lève la séance à 20 heures 40.

LE MAIRE

LE SECRETAIRE DE SEANCE